

**Point de presse de la porte-parole -
Royaume-Uni/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau -
Afghanistan/Série d'attentats
meurtriers dans l'est du pays -
Yémen/Situation de ressortissants
français - Irak - Chine - Egypte**
(Paris, 12 septembre 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Royaume-Uni - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (Londres, 13 septembre 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend à Londres jeudi 13 septembre.

Elle s'adressera à la communauté française au Royaume-Uni, l'une des plus importantes communautés dans le monde (147.000 inscrits au registre des Français établis hors de France). Elle soulignera que la garantie des droits des citoyens européens établis au Royaume-Uni est une priorité de l'Union européenne et de la France dans le cadre des négociations sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE et que nous restons vigilants sur cette question. Une rencontre avec la communauté française sera organisée à l'Institut français pour échanger avec nos compatriotes et répondre à leurs préoccupations.

Auparavant, la ministre chargée des affaires européennes s'entretiendra avec le ministre britannique chargé du retrait de l'Union européenne, M. Dominic Raab. Les échanges porteront sur les négociations sur le Brexit à quelques jours du Sommet informel de Salzbourg. Mme Nathalie Loiseau rappellera à cette occasion notre plein soutien à l'action du négociateur européen, M. Michel Barnier, et la nécessité de finaliser comme prévu d'ici à l'automne l'accord de retrait du Royaume-Uni dans toutes ses composantes, y compris le protocole relatif à l'Irlande.

Mme Nathalie Loiseau rencontrera également M. Alan Duncan, ministre délégué chargé de l'Europe au ministère britannique des affaires étrangères. Ils feront notamment le point sur les sujets bilatéraux, sur lesquels nos pays travaillent en étroite et permanente coordination, dans la ligne fixée par le sommet franco-britannique du 18 janvier dernier à Sandhurst.

Mme Loiseau rencontrera aussi M. Hilary Benn, président de la commission de la Chambre des Communes sur la sortie de l'Union européenne et M. Keir Starmer, en charge du retrait de l'Union européenne au sein du "shadow cabinet".

Elle prononcera un discours sur l'Europe à Chatham House, think tank indépendant fondé en 1920.

2 - Afghanistan - Série d'attentats meurtriers dans l'est du pays (11 septembre 2018)

La France condamne avec la plus grande fermeté la série d'attentats meurtriers en Afghanistan qui a frappé hier l'est du pays entraînant plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés, notamment dans des écoles et un centre sportif. Elle adresse ses condoléances aux familles des victimes et ses vœux de rétablissement aux blessés.

Il s'agit d'attaques inacceptables contre la population civile. La France est engagée dans la lutte contre le terrorisme et continuera à apporter son soutien à l'Afghanistan pour combattre ce fléau. Elle réitère son soutien au "processus de Kaboul", lancé par le président Ghani en juin 2017, ainsi qu'au processus démocratique engagé, dont les élections législatives qui se tiendront le 20 octobre prochain sont une étape importante.

3 - Yémen - Situation de ressortissants français

Q - Considérez-vous qu'Alain Goma est retenu comme otage par les Houthis au Yémen ?

R - Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est informé de la situation de M. Goma ainsi que de deux autres compatriotes présents au Yémen. Nous nous employons à faciliter leur départ du pays.

4 - Irak

Q - Quelle est votre réaction suite aux frappes de missiles iraniens sur le Kurdistan irakien qui ont visé les Kurdes iraniens ?

R - La France condamne fermement les tirs de missiles iraniens qui ont pris pour cible le territoire de l'Irak le 8 septembre dernier.

La France réaffirme son attachement au respect de la souveraineté de l'Irak et réitère sa préoccupation face au développement des programmes de missiles iraniens, ainsi qu'à leurs transferts dans la région.

Le président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères ont

régulièrement évoqué avec les responsables iraniens nos préoccupations sur l'action régionale de l'Iran.

5 - Chine

Q - Êtes-vous préoccupés face à la répression exercée par la Chine sur la minorité musulmane dans la région du Xinjiang ?

R - La France suit avec attention la situation des droits de l'Homme en Chine, notamment au Xinjiang.

Elle a fait part de sa préoccupation concernant la situation des droits de l'Homme dans cette province et a appelé au dialogue avec les populations locales, notamment dans le cadre du conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

La France rappelle son attachement à la liberté d'expression et d'opinion, partout dans le monde.

6 - Egypte

Q - La France a mené un combat de longue haleine pour l'abolition de la peine de mort. Est-ce que vous avez contacté les autorités égyptiennes suite aux condamnations à mort de 75 personnes ?

R - La France est préoccupée par l'annonce de la condamnation à mort de 75 personnes, dans le cadre du procès de Rabiaa al-Adawiya.

La France réitère son opposition constante à la peine de mort, en tous lieux et en toutes circonstances et son engagement en faveur de l'abolition universelle de ce châtement injuste, inhumain et inefficace. Nous appelons tous les Etats appliquant encore la peine de mort à établir un moratoire en vue d'une abolition définitive.

Nous avons un dialogue constant avec l'Egypte sur la peine de mort, avec qui nous évoquons ce sujet, à chaque fois que nous en avons l'occasion, y compris au plus haut niveau.

Nous appelons les autorités égyptiennes à sursoir à l'exécution de ces condamnations./.